

**Nations unies - MINUSTAH -  
Intervention du représentant  
permanent adjoint de la France  
auprès des Nations unies - Conseil  
de sécurité**

(New York, 11 avril 2017)

Merci Madame la Présidente,

Je voudrais moi aussi faire part des condoléances de mon pays, la France, à l'égard de l'Égypte et de la Suède récemment frappées par de terribles attaques terroristes et réitérer la pleine solidarité de mon gouvernement.

Je remercie la représentante spéciale du secrétaire général, madame Honoré, pour son discours et je m'associe d'avance aux déclarations que prononceront tout à l'heure le représentant de l'Union européenne ainsi que celui du Pérou, au nom du groupe des amis d'Haïti.

Je voudrais aborder deux points au cours de mon intervention. D'abord, exprimer notre satisfaction à l'égard de la récente conclusion du cycle électoral en Haïti, qui signe le retour à l'ordre constitutionnel et ouvre de nouvelles perspectives pour répondre aux défis auxquels fait face le pays. Et également exprimer notre soutien aux recommandations du secrétaire général à l'égard de l'évolution de la présence des Nations unies en Haïti, qui nous offrent l'occasion d'acter les succès enregistrés par la MINUSTAH et d'évoluer vers une nouvelle opération de maintien de la paix plus resserrée et davantage adaptée aux besoins du pays.

La France salue la conclusion récente du cycle électoral engagé depuis plusieurs années en Haïti, et le retour à l'ordre constitutionnel qui l'a suivie le 7 février dernier. À nos yeux il s'agit de développements majeurs dans la stabilisation du pays.

Ces développements sont d'autant plus remarquables que les élections en question se sont déroulés dans une atmosphère largement pacifique et que la responsabilité de leur succès revient d'abord et avant tout aux autorités haïtiennes, et notamment au conseil électoral provisoire et à la police nationale haïtienne, qui ont respectivement joué un rôle de premier plan dans l'organisation et dans la sécurisation des scrutins.

Nous souhaitons saisir cette occasion pour saluer l'esprit de responsabilité de l'ancien président provisoire Jocelerme Privert, qui aura tenu son engagement de tout faire pour conclure dans les meilleurs délais le cycle électoral engagé.

Et la France adresse également une nouvelle fois ses chaleureuses félicitations à Jovenel

Moïse pour son élection à la présidence d'Haïti au terme d'un processus transparent, inclusif et crédible, ainsi que pour l'investiture rapide par le parlement de Jack-Guy Lafontant au poste de Premier ministre.

Donc Haïti tourne maintenant la page de longs mois d'incertitudes générées par les reports successifs des échéances électorales et bénéficie désormais à nouveau d'institutions solides et pleinement investies d'une légitimité démocratique, à même de se consacrer efficacement aux défis qui pèsent sur la vie quotidienne de la population. Il s'agit d'un motif de satisfaction majeure, pour les Haïtiens comme pour la communauté internationale. Haïti et ses dirigeants peuvent être assurés du soutien continu de la France dans cette nouvelle étape, qui permettra de travailler conjointement au resserrement des liens de coopération qui unissent nos deux pays.

Alors la France a pris note avec satisfaction des recommandations du dernier rapport du secrétaire général, qui font suite aux résultats de la revue stratégique menée sur place en début de l'année par le secrétariat.

Plus de 13 ans après l'établissement de la MINUSTAH, nous soutenons pleinement l'idée qu'il est désormais temps d'acter les succès enregistrés par la mission dans la stabilisation d'Haïti et d'évoluer vers une nouvelle forme de présence des Nations unies, davantage adaptée aux besoins du pays et aux conditions sur le terrain, qui ont considérablement évolué.

Le travail de la MINUSTAH, constamment soutenu par ce conseil ainsi que par les pays contributeurs de troupes, dont nous souhaitons ici chaleureusement saluer l'engagement, ce travail nous aura en effet collectivement permis de faire sortir Haïti de la situation d'urgence dans laquelle se trouvait encore récemment le pays en y rétablissant un climat général de relative sécurité, en y participant aux efforts de reconstruction après le tremblement de terre de 2010 ou encore en contribuant au renforcement significatif de la police nationale haïtienne, dont la montée en puissance est un gage de stabilité pour Haïti. Et je voudrais moi aussi souligner qu'il importe que cette dernière, la police nationale haïtienne, demeure une institution professionnelle et indépendante du pouvoir politique, comme l'a souligné tout à l'heure la représentante spéciale, et que la police demeure aussi l'unique - l'unique - colonne vertébrale de la chaîne sécuritaire en Haïti.

Malgré l'ampleur des progrès accomplis, la France reste convaincue que les Nations unies n'ont pas encore achevé leur travail en Haïti. C'est pour cette raison que nous soutenons, au lendemain de la fermeture à venir de la MINUSTAH, l'établissement d'une nouvelle opération de maintien de la paix qui soit plus légère, centrée sur le renforcement des institutions haïtiennes dans quelques domaines prioritaires et dotée d'un mandat et d'un calendrier de sortie précis, conformément aux bonnes pratiques que nous encourageons dans le domaine du maintien de la paix.

Cette nouvelle opération devra consolider les avancées obtenues ces dernières années, en faisant notamment de la police nationale haïtienne un acteur autonome. Mais elle devra aussi engager de nouveaux grands chantiers dans le domaine de l'État de droit, à l'instar de la lutte contre l'impunité, du renforcement du professionnalisme et de l'indépendance du pouvoir judiciaire ou encore de la mise en place d'un système carcéral compatible avec les besoins du

pays et les exigences en matière de respect des droits des détenus. La situation sur le plan des droits de l'Homme, qui continue de faire l'objet de préoccupations à divers égards, devra également faire l'objet d'un suivi attentif, assorti de recommandations régulières. Nous comptons sur la pleine coopération des autorités haïtiennes sur ce plan, et sommes disposés à continuer notre dialogue bilatéral dans ce domaine.

Enfin, cette nouvelle opération devra coopérer étroitement avec l'équipe pays des Nations unies sur place, qui aura désormais vocation à constituer l'acteur de premier plan pour répondre aux autres défis auxquels fait face le pays. Et c'est notamment le cas en ce qui concerne la mise en oeuvre de la nouvelle approche du secrétaire général en matière de lutte contre le choléra, dont la France soutient particulièrement le premier volet, y compris à travers une contribution volontaire de 600.000euro. Nous encourageons l'ensemble des partenaires et amis d'Haïti à joindre les paroles aux actes et à apporter leur contribution à cet effort collectif en faveur de la population haïtienne.

Madame la Présidente,

La France a longtemps appelé ce conseil à saisir ses responsabilités sur le dossier haïtien, en prenant les décisions nécessaires pour que les modalités d'engagement des Nations unies sur place demeurent au fil du temps aussi adaptées et efficaces que possible.

Les recommandations du secrétaire général en faveur de la fermeture à brève échéance de la MINUSTAH et de l'établissement d'une mission successeur focalisée sur les questions de police, d'État de droit et de droits de l'Homme nous en offrent l'occasion, en combinant la mise en oeuvre d'une transition responsable et soucieuse de préserver les résultats acquis ces dernières années avec la démonstration de la capacité de ce conseil à faire évoluer de manière continue les modalités d'action des Nations unies sur le terrain, avec pour souci principal de répondre au mieux aux besoins des populations concernées.

La France soutient pleinement cette voie.

Je vous remercie./.